

Au cours du congé de Noël, les évêques catholiques ont publié un document où ils expriment l'avis qu'il faudrait mettre l'accent sur la création d'emplois et la dignité de la personne, voire sur la nécessité de prévenir les souffrances, au lieu de lutter obstinément contre l'inflation. Le gouvernement nous a promis que si nous luttons de toutes nos forces contre l'inflation, nous arriverions à l'enrayer et à faire baisser les taux d'intérêt, et que nous verrions alors les emplois surgir comme par enchantement. Chose certaine, les taux d'intérêt ont beaucoup baissé par rapport à ce qu'ils étaient il y a quelques mois, l'inflation est beaucoup moindre, mais le chômage continue d'augmenter. La politique du gouvernement obtient donc des résultats qui sont tout le contraire de ceux qu'il avait promis.

Pour en revenir aux évêques, monsieur le Président, ils ont simplement dit que la politique du gouvernement était immorale. Je sais que le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré, alors qu'il était à l'étranger, que les évêques ne connaissaient rien à l'économie. Pour ma part, j'ai plus confiance dans ce que les évêques peuvent connaître de l'économie que dans la moralité de la politique du gouvernement. Je tiens à faire savoir au gouvernement que les évêques et moi ne sommes pas les seuls à mettre en doute la valeur morale et économique de son programme des 6 et 5 p. 100. En fait, même le comité consultatif composé d'éminents Canadiens créé par le gouvernement a mis en doute le bien-fondé de cette priorité à l'heure actuelle.

Je tiens à lire un passage d'un article de Dian Cohen, que l'on peut difficilement considérer comme une socialiste écorchée, paru dans la *Free Press* de Winnipeg. Elle dit que nos problèmes actuels découlent du fait que la consommation fléchit et qu'il faut la faire augmenter d'une façon ou d'une autre pour que les usines et les fabriques puissent se remettre à produire et que les Canadiens puissent recommencer à travailler. Voici ce qu'elle dit:

Les économistes spécialisés dans la recherche ont étudié la relation entre les dépenses personnelles des consommateurs et la rémunération des employés de 1965 à 1978, dans 45 pays, dont 19 sont industrialisés. Ils ont constaté que, presque invariablement, la consommation annuelle était légèrement supérieure ou inférieure à la rémunération annuelle.

Ce qu'elle veut dire, c'est que si nous voulons que les consommateurs dépensent davantage, il faut que les travailleurs reçoivent une meilleure rémunération annuelle. Autrement dit, si l'on diminue le salaire des travailleurs, on réduit les dépenses des consommateurs et on aggrave la situation économique. C'est exactement ce que fait ce programme; il réduit le revenu, fait diminuer les dépenses et aggrave le marasme économique actuel. Je crois par conséquent que le gouvernement devrait réfléchir à ses programmes, non seulement à cause de la déclaration des évêques mais parce qu'il est mauvais, sur le plan moral, de laisser deux millions de personnes sans emploi. Il est inadmissible de faire souffrir un aussi grand nombre de personnes.

Je tiens à citer un bref passage d'un article du *Globe and Mail*. Le voici:

... une augmentation des dépenses des particuliers était moins évidente à cause du taux de chômage élevé et des incertitudes.

Ces personnes disent que si nous voulons amorcer une reprise économique, il faut stimuler la consommation et pour cela, il faut que les gens travaillent. Il faut cesser de voler aux citoyens, notamment aux fonctionnaires fédéraux et aux retraités, une partie de leur revenu. Il est inadmissible de s'en prendre aux fonctionnaires, aux faibles et aux impuissants. Il faut étudier les programmes du gouvernement que les économistes

Prestations de retraite supplémentaires—Loi

et les chefs religieux du Canada jugent stériles, et il faut accorder la priorité à la création d'emplois. Il faut se mettre à préparer des programmes visant à améliorer la rémunération des travailleurs et partant, à stimuler la consommation, à amorcer une reprise économique, à relancer l'emploi et à faire montre d'un peu de respect pour la personne humaine au lieu de laisser les travailleurs à la rue sans emploi et de les laisser souffrir. Ce n'est pas un bon programme public; il faut renverser la vapeur et faire preuve d'une certaine compassion.

M. Doug Lewis (Simcoe-Nord): Monsieur le Président, c'est avec grand plaisir que je participe au débat aujourd'hui pour discuter de l'amendement proposé par le député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier), qui a pris l'initiative de réagir au tollé de protestations qui s'est élevé à la suite de la tentative du gouvernement libéral de réduire l'indexation des pensions sur l'inflation, que les fonctionnaires ont payée et à laquelle ils ont droit. Je signale avec une certaine fierté que mon collègue, le député de Nepean-Carleton (M. Baker), qui a si souvent défendu à la Chambre les intérêts des fonctionnaires, a appuyé cette motion très astucieuse présentée par le député d'Ottawa-Vanier. Je dis «astucieuse» parce que le député d'Ottawa-Vanier a mis le doigt sur un point dont nous n'ignorions pas l'existence, mais l'ampleur et la portée de ce bill sont telles que nous ne pouvions en aborder toutes les facettes. Le député a très astucieusement signalé qu'il existe un risque très marqué que le gouvernement libéral continue sa lutte contre...

M. Baker (Nepean-Carleton): Ses escroqueries.

M. Lewis: Escroquerie est le terme juste, monsieur le Président, ce serait vraiment escroquer les fonctionnaires que d'aller au-delà du 31 décembre 1984. On pourrait croire qu'il y aura des élections avant cette date. Je sais que la plupart des Canadiens le croient, monsieur le Président, et je vois que vous hochez la tête en signe d'assentiment. Mais les députés de l'opposition craignent à juste titre que les libéraux ne s'accrochent au pouvoir jusqu'au 22 février 1985, dans un effort en vue de nommer au Sénat le plus grand nombre possible de Michael Pitfield. Oui, il y a beaucoup d'honorables qui devraient mettre leurs talents au service de cette honorable assemblée à l'autre bout du corridor. Beaucoup de ces nominations seront très légitimes, contrairement à celle de M. Pitfield. Beaucoup d'entre eux seront des hommes politiques légitimes qui auront honorablement proclamé leur appartenance à un parti ou l'autre, au lieu de se retirer du Conseil privé par une porte dérobée en prétendant n'avoir aucun lien avec le parti libéral.

● (1740)

Je vois que cela fait sourire beaucoup de députés qui siègent sur les banquettes ministérielles, monsieur le Président. Je signale que l'on m'a laissé entendre que M. Pitfield a dû accepter de ne pas participer aux réunions du caucus libéral afin de pouvoir siéger au Sénat à titre d'indépendant. Je comprends fort bien qu'il ne veuille pas participer aux réunions du caucus libéral. Cependant, on m'a également laissé entendre que c'était pour sauver sa peau qu'on lui a conseillé de ne pas y participer. On rit de plus belle chez nos vis-à-vis, monsieur le Président, et l'on approuve du chef.